

## Résolution du Comité Exécutif de IndustriALL Global Union en soutien à l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva

Réuni les 26 et 27 avril de cette année à Genève, Suisse, le Comité exécutif d'IndustriALL Global Union dénonce fermement l'incarcération de l'ancien président du Brésil, notre collègue Luiz Inácio Lula da Silva. Cet épisode tragique de l'histoire récente du Brésil n'est qu'un nouveau chapitre du coup d'État parlementaire entamé en 2016 avec la destitution de la Présidente légitimement élue, Dilma Rousseff.

La condamnation de Lula, figure politique la plus importante du pays et dans l'ensemble de l'Amérique latine, n'est autre que le fruit d'une persécution politico-judiciaire engagée dans le but manifeste de l'empêcher de se présenter aux prochaines élections présidentielles.

La Cour suprême du Brésil et d'autres niveaux du système judiciaire brésilien, en collusion avec les médias de masse et les milieux conservateurs du Congrès national, et avec l'appui d'une élite réactionnaire et de grands groupes économiques, l'avaient déclaré coupable d'une infraction pénale sans pourtant apporter de preuves. Ils sont même allés jusqu'à ignorer la constitution fédérale, qui stipule clairement qu'un accusé ne doit commencer à purger sa peine qu'une fois que toutes les possibilités de recours ont été épuisées.

Lula est un prisonnier politique, maintenu en isolement, et la justice brésilienne lui interdit tout type de contact à l'intérieur de la prison ou avec l'extérieur. La justice a rejeté toutes les demandes de visite à son égard, y compris de la part d'amis, à l'instar de l'ancienne présidente Dilma Rousseff et de Leonardo Boff, de membres du Congrès (sénateurs et députés fédéraux) et de personnalités internationales faisant autorité, telles que le lauréat du prix Nobel de la paix. Plus récemment, cette semaine, son médecin personnel lui-même n'a pas été autorisé à le voir. Toutes ces tentatives visant à réduire Lula au silence constituent des facteurs aggravants et sa libération est une étape essentielle en vue du rétablissement de la démocratie brésilienne.

En ces temps difficiles, nous témoignons toute notre solidarité à l'endroit de Lula et de sa famille, au Parti des travailleurs et au peuple brésilien, qui sont confrontés à des problèmes majeurs résultant du démantèlement des politiques publiques, de la suppression des droits du travail, de l'introduction de mesures néolibérales assorties d'objectifs de privatisation, du renoncement à la souveraineté nationale et de l'augmentation de la pauvreté.

Enfin, nous affirmons l'importance de l'unité de la classe ouvrière internationale pour la défense de la démocratie et de la liberté de notre collègue Lula. À cette fin, nous demandons instamment à IndustriALL Global Union et aux autres fédérations syndicales mondiales d'encourager leurs affiliés, sur tous les continents, à s'impliquer dans ce combat important, à envoyer des délégations auprès de Lula à Curitiba et à lui exprimer leur solidarité en lui adressant des courriers de soutien, en organisant des manifestations devant les ambassades du Brésil aux quatre coins du globe et en dénonçant le caractère arbitraire des mesures prises à son encontre.

Il est d'une importance fondamentale de dénoncer cette situation et de s'en faire l'écho lors de la Conférence internationale du Travail (CIT), qui aura lieu en juin à Genève. Il est également important de demander à l'OIT d'émettre une déclaration sur cette question, dès lors que ces mesures arbitraires traduisent un état d'urgence au Brésil, totalement contraire à l'exercice des

droits de la personne et des droits individuels reconnus par les instruments internationaux et la Constitution brésilienne.

Le combat est âpre mais nous devons résister : « Ils ne pourront jamais emprisonner nos rêves ».